



Municipalité de Saint-Cléophas

350 rue Principale
Saint-Cléophas (Québec)
G0J 3N0
Téléphone et Fax (418) 536-3023

418-536-3023
7 241 2005
1 866 511 5151

Copie de résolution

À une session régulière tenue le 5 décembre 2005 et à laquelle est présent :

Madame Lise Dompierre mairesse.

Et les conseillers suivants: Daniel Charest, Michel Santerre,
Bruno Gauvin, Stéphane Boulanger, Julie Turcotte
Absent: Marcel Bélanger

Tous formant quorum sous la présidence de la mairesse.

Madame Lise Turbide, secrétaire-trésorière est aussi présente.

05-185 Appel d'offre comité de travail sur le développement éolien de la Matapédia

CONSIDÉRANT le contenu de l'appel d'offres et, plus spécifiquement le grille de pondération qui vient d'être approuvée par la Régie de l'Énergie du Québec pour fin d'analyse des projets qui seront soumis dans le cadre du second appel d'offres d'énergie éolienne de 2 000 MW;

CONSIDÉRANT que cette grille ne favorise pas l'émergence de projets de type communautaire ou d'approbation collective locale;

CONSIDÉRANT que la grille de pondération ne permet pas de considérer d'une manière significative l'apport des projets au développement des communautés locales;

CONSIDÉRANT que le critère "prix" occupe une place prépondérante (45 points) soit 10 points de plus que lors du premier appel d'offres d'énergie éolienne;

CONSIDÉRANT les effets pervers qu'entraîne la dominance de ce critère dans la grille de pondération en regard de la réalisation de projets pour les communautés locales et leur environnement;

CONSIDÉRANT que les retombées locales de la filière éolienne sont au moins d'égale importance au critère de contenu québécois et régional gaspésien;

CONSIDÉRANT le rôle du gouvernement du Québec et de la Société d'État Hydro-Québec en matière de développement socio-économique local et régional et de prise en charge du milieu;

CONSIDÉRANT qu'il est souhaitable dans une vision de développement durable d'intégrer les coûts sociaux, environnementaux et économiques au processus de sélection des divers projets de parc éoliens afin de favoriser une allocation optimale des ressources;

CONSIDÉRANT que le comité de travail sur le développement éolien de La Matapédia a déposé un mémoire sur le Second bloc d'énergie éolienne auprès du Ministre des Ressources naturelles et de la Faune le 22 septembre 2005, et dans lequel il a exprimé la position désirée par les leaders du milieu matapédien concernant le développement du potentiel éolien;

CONSIDÉRANT que ce comité recommande que l'apport des projets au développement socio-économique des communautés locales soit considéré de façon déterminante et prioritaire dans la grille d'analyse;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Bruno Gauvin appuyé par Stéphane Boulanger et résolu de demander au gouvernement du Québec ainsi qu'à tous les acteurs concernés par l'élaboration de la politique énergétique du Québec à savoir Hydro-Québec, la Régie de l'Énergie, le ministère des Ressources naturelles et de la Faunes, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et le ministère des Affaires municipales et des Régions, qu'ils révisent les critères de la grille d'analyse des projets qui seront soumis dans le nouvel appel d'offres de 2 000 MW d'énergie éolienne afin d'inclure:

A) Approche Collective

Plusieurs pays dans le monde tels que le Danemark, la Suède, la France, les Etats-Unis, et même tout récemment plus près de chez nous l'Ontario, ont adopté des procédés permettant le développement de la ressource éolienne à l'intérieur de projets d'entrepreneuriat collectif.

Afin de favoriser la revitalisation des communautés rurales, il doit être intégré les mesures suivantes;

1. La réservation d'un bloc d'énergie pour les projets communautaires et/ou issus du milieu;
2. La mise en place d'un processus, hors appel d'offres, avec un prix garanti et pour une période déterminée, pour la présentation de projets de type communautaire issus des milieux ruraux;
3. Les modalités d'analyse et d'acceptation de ces projets dits communautaires doivent être allégées et adaptées en fonction des préoccupations et des besoins des communautés; par exemple, une attention particulière doit être portée aux collectivités aux prises avec de très sérieux problèmes socio-économiques afin que le développement éolien communautaire puisse contribuer à la diversification économique de ses collectivités.

B) Apport du projet pour les communautés locales

Dans un objectif de maximisation des retombées pour les communautés rurales et la société québécoise, il est prioritaire que le gouvernement du Québec accorde un traitement spécial au contenu local(MRC) et à l'apport du projet pour les communautés rurales situées sur le territoire d'implantation du parc. En effet, ces dernières auront à supporter et à vivre avec les externalités liées à la présence d'éoliennes sur leurs territoires, et cela sans en soutirer des bénévoles importants. Des impacts importants et permanents sont

prévisibles sur l'attrait des paysages et le potentiel de développement récréo-touristique. Des coûts divers auront donc à être assumés par les municipalités, et particulièrement au niveau des réseaux routiers. Il convient de ne pas perdre de vue que les citoyens, lesquels se disent inquiets du peu de retombées prévisibles pour assurer l'avenir et le développement harmonieux et durable de leurs communautés, sont concernés par ce développement.

À cette fin, au terme du processus de classement des soumissions, il est suggéré d'accorder une prépondérance majeure au critère "apport aux communautés locales". Subdivisé en sous-critères, l'apport du projet à la communauté locale devra prendre en considération:

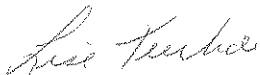
1. le contenu local;
2. les compensations versées aux propriétaires privés et aux municipalités;
3. l'acceptabilité du projet par le milieu;
4. les retombées globales au développement économique local.

Ainsi le gouvernement démontrera de manière responsable sa réelle volonté d'assurer une juste redistribution de la richesse collective et de soutenir les collectivités locales dans leurs nombreuses actions de prise en charge du développement socio-économique local et durable.

Donc, il est proposé par monsieur Bruno Gauvin, conseiller,
Appuyé par monsieur Stéphane Boulanger, conseiller,
Et résolu à l'unanimité que

La municipalité de Saint-Cléophas demande au gouvernement d'assurer une juste redistribution de la richesse collective et de soutenir les collectivités locales dans leurs nombreuses actions de prise en charge du développement socio-économique local et durable.

Copie certifiée conforme
donnée à Saint-Cléophas,
ce 7 décembre 2005



Lise Turbide,
Directrice générale et
secrétaire-trésorière

/nr